

Le comité sénatorial permanent des Finances nationales

Témoignages

Ottawa, le mardi 6 février 1973

Le Comité sénatorial permanent des finances nationales, auxquelles a été renvoyé le Budget supplémentaire (A) déposé devant le Parlement pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1973, se réunit aujourd'hui à 10h. du matin.

Le sénateur Allister Grosart (*président suppléant*) occupe le fauteuil.

Le président suppléant: Honorables sénateurs, comme vous le savez, le Sénat a renvoyé à notre Comité, le 25 janvier, le Budget supplémentaire (A) pour l'année financière prenant fin le 31 mars 1973. Notre tâche ici est d'examiner les crédits supplémentaires et de faire rapport au Sénat, aux termes de la résolution du Sénat qui demande au Comité d'étudier ces crédits avant que le Sénat en délibère sous la forme d'un bill de subsides.

Nous avons avec nous ce matin le distingué président du Conseil du Trésor, l'honorable C. M. Drury, M. A. Kroeger, sous-secrétaire du Conseil du Trésor et chef de la direction des programmes, et M. B. A. MacDonald, secrétaire adjoint à la direction des programmes du Conseil du Trésor.

M. Drury avait un rendez-vous très important ce matin, et il a eu l'obligeance de s'en absenter pour venir témoigner ici, afin que nous puissions comprendre ce budget supplémentaire ce matin. Il aimerait bien partir dans une heure, pour retourner à une autre réunion très importante.

Je dis cela au cas où des honorables sénateurs auraient des questions qui, à leurs avis, doivent être posées au ministre plutôt qu'aux fonctionnaires. Si tel est le cas, vous ferez un effort pour les poser le plus tôt possible. Si un sénateur veut poser au ministre une question sur un poste qui normalement viendrait plus tard, faites-le moi savoir, et je proposerai que nous passions à ce poste.

Le sénateur Phillips: Monsieur le président, je prévois que les questions prendront plus qu'une heure. Y aura-t-il quelqu'un pour remplacer M. Drury sur les questions de politique? Je sais bien que les fonctionnaires sont plus qualifiés pour donner une explication, mais quand je pose une question sur un point de politique, ce n'est pas d'eux que j'attends la réponse. Y aura-t-il quelqu'un après le départ de M. Drury, ou serons-nous laissés dans l'obscurité?

Le président suppléant: Je ne pense pas que nous serons laissés dans l'obscurité. Je suggère que nous laissons cette question en suspens jusqu'à ce que le problème se pose. Voyons jusqu'où nous irons et ensuite, si c'est nécessaire, si c'est le désir du Comité, et s'il est impossible pour M. Drury ou quelqu'un d'autre d'être ici, nous pourrions prendre d'autres mesures pour satisfaire le Comité. Je

suggère que nous laissons cette question en suspens jusqu'à ce que le problème se pose.

Monsieur Drury, avez-vous l'intention de faire une déclaration préliminaire?

L'honorable C. M. Drury, président du Conseil du Trésor: Monsieur le président, si cela peut être utile, j'ai une déclaration préliminaire relativement courte qui donne un aperçu général du budget supplémentaire. Elle prendra probablement environ 4 minutes, et si cela peut aider le Comité, je vais la lire.

Le budget supplémentaire que vous avez devant vous s'élève à environ 1,290 millions de dollars. Il se compose presque entièrement de postes de nature à atténuer le chômage et à créer des emplois. Environ 1,180 millions, ou plus de 90 p. 100 du budget, sont destinés à ces fins: fonds d'investissement pour les projets d'hiver: 350 millions; avances à la Commission d'assurance-chômage: 454 millions; initiatives locales et formation en cours d'emploi: 304 millions; projets fédéraux à forte main-d'œuvre: 60 millions; et paiements pour instituer la *Metropolitan Growth Investment Limited* dans la région de Halifax-Dartmouth, une société de la Couronne destinée à favoriser la croissance économique dans cette région, 10 millions. Cela fait un total de 1,178 millions de dollars.

Une autre partie importante du budget vise à aider les agriculteurs: paiements aux agriculteurs qui ont subi des pertes de récoltes par suite d'intempéries, 12,6 millions; subventions supplémentaires pour le transport des céréales fourragères expédiées de l'Ouest, 4 millions; paiements à la Commission canadienne du blé pour l'achat de wagons trémis à céréales couverts pour faciliter le transport des céréales canadiennes destinées à l'exportation, 40 millions; et paiements pour protéger les agriculteurs des pertes causées par les oiseaux aquatiques, 1 million.

Il y a aussi les frais engagés ou qui seront engagés dans le programme Horizons nouveaux pour les retraités, 6,2 millions; les majorations des pensions et des allocations aux anciens combattants, après redressements en fonction du coût de la vie, 18 millions; l'assistance aux immigrants asiatiques expulsés de l'Ouganda, 4 millions; et l'expansion du programme concernant l'usage non médical des drogues, 2,8 millions.

Les postes que je viens de mentionner forment 98 p. 100 du budget. Les 2 p. 100 qui restent concernent par exemple des dépenses supplémentaires de fonctionnement et d'immobilisations pour le ministère des Travaux publics; un prêt à la Société des transports du Nord Limitée pour l'achat d'équipement destiné à augmenter le volume des marchandises transportées sur le fleuve Mackenzie; des subventions pour des projets du centenaire de l'Île-du-Prince-Édouard et pour l'École nationale de théâtre; et des déboursés pour indemniser des pêcheurs de saumon